



Déclaration liminaire CTL du 25 septembre 2018

Monsieur le président,

La CGT a failli être d'accord avec le gouvernement !!!

La fin de l'été nous a apporté son lot de rebondissement digne d'un épisode de plus belle la vie. Le président et notre ministre ont joué à « je t'aime moi non plus » sur la mise en place du PAS.

En effet, après avoir déjà reporté la réforme d'un an, voilà que notre président « MONARC », pardon MACRON malheureux anagramme hésitait à la mettre en œuvre à quatre mois de l'échéance.

Alors que le gouvernement avait annoncé que le prélèvement à la source de l'impôt se ferait sans aucun problème en 2019, il semblait moins certain au mois d'août, incertitude liée aux records de chaleur peut-être.

Ces attermoissements font de la DGFIP une source de quolibets pour les éditorialistes. En effet, entre les droits de succession, la CSG pour les retraités, la redevance audiovisuelle, l'exit tax et bien entendu le PAS, ils ne savent plus où donner de la tête.

Malheureusement pour les agents de la DGFIP, pour les usagers et pour le service public, après moult tergiversations, le premier ministre a annoncé la mise en œuvre du PAS au premier janvier 2019. Il aurait pris sa décision après avoir eu des assurances sur sa faisabilité.

Balivernes !!!

Ce sont en fait les enjeux politiques du PAS qui ont prévalu dans la position du gouvernement.

L'enjeu budgétaire tout d'abord:

- avec un milliard de recettes fiscales immédiates supplémentaires en 2019 liées au fait que les revenus augmentent d'une année sur l'autre (seuls 30% baissent)
- alignement des prestations familiales sur les ressources en temps réel (1,2 milliard € d'économies) ;
- réduction du déficit budgétaire grâce aux suppressions d'emplois et fermetures de services à la DGFIP.

La réforme de l'Etat ensuite:

- avec un pseudo affichage en matière de modernisation du recouvrement de l'impôt sur le revenu à l'instar des autres pays ;
- avec la sacro-sainte exemplarité de Bercy pour poursuivre les réformes dans les autres ministères et donner des gages à Bruxelles.

Ces quelques exemples suffisent à comprendre que le PAS est un levier politique pour satisfaire la volonté réformatrice affichée par le président.

Le prélèvement à la source est juste un outil supplémentaire pour supprimer des emplois et aller vers la fusion entre l'impôt sur les revenus et la CSG. Il ne répond pas aux vrais enjeux pour les finances de l'État : la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Pour les agents de la DGFIP, le PAS est synonyme de couacs, bugs techniques et administratifs, ajustements, bombe à retardement, chantier particulièrement difficile et bien entendu supplément de travail.

Et pourtant le gouvernement dit que « cela est simple », que « cette réforme est faite dans de bonnes conditions ».

- Une réforme tellement simple que le gouvernement a décidé de lancer une grande campagne d'informations, campagne largement relayée par la DDFIP 39 qui n'hésite pas à envoyer ses hauts cadres « racoler » sur le marché du jeudi à Lons le Saunier pour asséner la bonne parole aux citoyens.

La DGFIP devient une réelle maison de PAS !!!!

- Une réforme faite dans de telles « bonnes » conditions qu'on supprime encore 2130 postes à la DGFIP en 2019 ce qui va sans aucun doute encore améliorer celles-ci.. L'augmentation régulière des risques psycho-sociaux sur le DUERP, est bien la preuve que les agents ne travaillent pas « dans de si bonnes conditions ».

Le gouvernement va-t-il continuer encore longtemps à faire la sourde oreille aux mises en garde ?